

3.7

Décisions administratives et disciplinaires

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

3.7.1 Autorité

DÉCISION N° 2011-PDIS-0015

ABDELKHALEK EL HATTAB

[...]

Inscription n° 511 673

Décision

(articles 115 et 146.1 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2)

LES FAITS CONSTATÉS ET LES MANQUEMENTS REPROCHÉS

Le 26 novembre 2010, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a émis à Abdelkhalek El Hattab un avis (l'« avis ») en vertu de l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative*, L.R.Q. c. J-3, préalablement à l'émission d'une décision en vertu de l'article 115 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « LDPSF »).

L'avis à Abdelkhalek El Hattab établit les faits constatés et les manquements qui lui sont reprochés de la manière suivante :

FAITS CONSTATÉS

1. Abdelkhalek El Hattab détient une inscription de représentant autonome auprès de l'Autorité portant le n° 511 673, dans la discipline de l'assurance de personnes. À ce titre, Abdelkhalek El Hattab est assujéti à la LDPSF.
2. Le 29 juin 2010, par la décision n° 2010-PDIS-2446, l'Autorité radiait l'inscription de représentant autonome de Abdelkhalek El Hattab dans la discipline de l'assurance de personnes à la suite du non-renouvellement de son certificat portant le n° 139 143.
3. Le 29 juillet 2010, l'Autorité a reçu une demande de remise en vigueur pour le certificat n° 139143 de Abdelkhalek El Hattab dans la discipline de l'assurance de personnes.
4. Le 18 octobre 2010, l'Autorité a reçu une annulation pour la police d'assurance de responsabilité professionnelle, celle-ci étant effective à partir du 8 octobre 2010.
5. Abdelkhalek El Hattab, selon nos informations, ne possède pas d'assurance de responsabilité, et ce, depuis le 8 octobre 2010.
6. Abdelkhalek El Hattab a, à ce jour, un solde impayé à son dossier provenant de la facture n° 1165219, et ce, depuis le 12 août 2010.
7. Le 15 novembre 2010, l'Autorité a reçu une demande de retrait de l'inscription. Toutefois, le formulaire est incomplet et aucun paiement n'a été reçu afin d'acquitter toutes les sommes dues.

MANQUEMENTS REPROCHÉS À ABDELKHALEK EL HATTAB

1. Abdelkhalek El Hattab a fait défaut de respecter l'article 135 de la LDPSF en omettant de payer les droits prescrits.

2. Abdelkhalek El Hattab a fait défaut de respecter l'article 136 de la LDPSF en omettant de produire à l'Autorité une copie attestant qu'il maintenait une assurance de responsabilité conforme aux exigences déterminées par règlement.
3. Abdelkhalek El Hattab a fait défaut de respecter l'article 9 du *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome*, R.R.Q., c. D-9.2, r. 15, en omettant d'aviser l'Autorité de ses nouvelles coordonnées.

LES OBSERVATIONS PRÉSENTÉES À L'AUTORITÉ

Dans cet avis, l'Autorité donnait à Abdelkhalek El Hattab l'opportunité de lui transmettre ses observations par écrit, le ou avant le 13 décembre 2010.

Le 13 décembre 2010, l'Autorité n'avait rien reçu de la part de Abdelkhalek El Hattab. Toutefois, le 21 décembre 2010, l'avis envoyé a été retourné avec la mention « *déménagé / inconnu* ».

- Le 29 décembre 2010, un agent du Service de la conformité a entrepris toutes les démarches nécessaires et n'a pas réussi à retrouver Abdelkhalek El Hattab.
- Le 29 décembre 2010, un agent du Service de la conformité a tenté de joindre Abdelkhalek El Hattab aux numéros inscrits à son dossier. Par contre, les numéros n'étaient plus en service.
- Le 29 décembre 2010, un agent du Service de la conformité de l'Autorité a fait des vérifications sur le site Internet de Canada 411 et a réussi à trouver un numéro différent de celui au dossier de Abdelkhalek El Hattab. Par contre, ce numéro n'était plus en service.
- Le 29 décembre 2010, un agent du Service de la conformité a transmis un courriel à Abdelkhalek El Hattab. Toutefois, le courriel n'a pas été transmis en raison de l'impossibilité de contacter le destinataire.
- Le 8 janvier 2011, l'Autorité a reçu un courriel de Abdelkhalek El Hattab mentionnant qu'il ne désirait plus exercer. Il devait nous transmettre son formulaire ainsi que son certificat par la poste.
- À ce jour, l'Autorité n'a rien reçu de la part de Abdelkhalek El Hattab.

Dans les circonstances, l'Autorité se dit prête à rendre sa décision.

LA DÉCISION

CONSIDÉRANT l'article 115 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité peut, lorsqu'elle estime qu'un cabinet ne respecte pas les dispositions de la présente loi ou de ses règlements, ou que la protection du public l'exige, demander au Bureau de décision et de révision de radier son inscription, de la suspendre ou de l'assortir de restrictions ou de conditions. Elle peut, en plus, demander au Bureau d'imposer au cabinet une pénalité pour un montant qui ne peut excéder 2 000 000 \$.

Toutefois, l'Autorité peut suspendre l'inscription d'un cabinet, l'assortir de restrictions ou de conditions ou lui imposer une sanction administrative pécuniaire pour un montant qui ne peut excéder 5 000 \$, lorsque celui-ci ne respecte pas les conditions des articles 81, 82, 83 et 103.1 de la présente loi ou ne se conforme pas à une obligation de dépôt de document prévue par règlement. Elle peut également radier l'inscription d'un cabinet lorsque celui-ci ne respecte pas les dispositions de

l'article 82 ou des articles 81, 83 et 103.1, lorsqu'il s'agit de récidive dans ces derniers cas. »;

CONSIDÉRANT l'article 127 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un cabinet dont l'inscription est radiée ou retirée pour une discipline donnée doit céder les dossiers, livres et registres afférents à cette discipline à un cabinet, une société autonome ou un représentant autonome inscrit dans cette même discipline. Il en avise préalablement l'Autorité par écrit.

L'Autorité peut s'opposer à cette cession ou la subordonner aux conditions qu'elle juge appropriées.

Plutôt que de céder ses dossiers, livres et registres, un cabinet peut, avec l'autorisation de l'Autorité, en disposer autrement.

Lorsque le cabinet refuse de procéder à la cession ou à la disposition de ses dossiers, livres ou registres, l'Autorité prend possession de ceux-ci et statue sur la façon dont elle en dispose. »;

CONSIDÉRANT l'article 135 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un représentant autonome ou une société autonome doit verser annuellement à l'Autorité les droits prescrits par règlement tant qu'il est inscrit.

Un représentant autonome doit également acquitter la cotisation qu'il doit verser au Fonds d'indemnisation des services financiers en application de l'article 278.

(...) »;

CONSIDÉRANT l'article 136 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un représentant autonome doit, tant qu'il est inscrit, maintenir une assurance conforme aux exigences déterminées par règlement pour couvrir sa responsabilité ou, s'il existe un fonds d'assurance, acquitter la prime d'assurance fixée par l'Autorité à cette fin.

(...). »;

CONSIDÉRANT l'article 146 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Les articles 74, 75, 79, 102, 103 à 103.4, 106 à 113, 114.1, 126 et 127 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à un représentant autonome.

(...). »;

CONSIDÉRANT l'article 146.1 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Le premier alinéa de l'article 115 s'applique à un représentant autonome ou à une société autonome qui ne respecte pas les dispositions de la présente loi ou de ses règlements, ou lorsque la protection du public l'exige. Le deuxième alinéa de cet article s'applique avec les adaptations nécessaires lorsque le représentant autonome ou la société autonome ne respecte pas les dispositions des articles 103.1, 128, 135 et 136 de la présente loi ou ne se conforme pas à une obligation de dépôt de documents prévus par règlement. »

CONSIDÉRANT l'article 9 du *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome*, R.R.Q., c. D-9.2, r. 15, qui se lit comme suit :

« Si, pendant la durée d'une inscription, survient un changement de circonstances affectant la véracité des renseignements et documents fournis, le titulaire de l'inscription doit en aviser l'Autorité par écrit dans un délai de 30 jours suivant un tel changement. »

CONSIDÉRANT l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative*, L.R.Q. c. J-3, qui se lit comme suit :

« L'autorité administrative ne peut prendre une ordonnance de faire ou de ne pas faire ou une décision défavorable portant sur un permis ou une autre autorisation de même nature, sans au préalable :

1° avoir informé l'administré de son intention ainsi que des motifs sur lesquels celle-ci est fondée;

2° avoir informé celui-ci, le cas échéant, de la teneur des plaintes et oppositions qui le concernent;

3° lui avoir donné l'occasion de présenter ses observations et, s'il y a lieu, de produire des documents pour compléter son dossier.

(...) »

CONSIDÉRANT la protection du public et le fait qu'il y a lieu de s'assurer que les manquements survenus ne se reproduisent plus à l'avenir;

CONSIDÉRANT que, dans le formulaire de demande de retrait de l'inscription, reçu le 15 novembre 2010, le représentant a indiqué son nom comme personne responsable du suivi de ses dossiers clients malgré le fait que son droit de pratique n'est présentement pas valide puisqu'il ne dispose d'aucun mode d'exercice;

CONSIDÉRANT les facteurs aggravants, tels que les nombreuses correspondances, les nombreux manquements et la radiation antérieure;

Il convient pour l'Autorité de :

RADIER l'inscription de Abdelkhalek El Hattab dans la discipline de l'assurance de personnes;

ORDONNER au représentant autonome Abdelkhalek El Hattab d'informer par écrit l'Autorité de la manière dont il entend disposer de ses dossiers clients, livres et registres (les « dossiers »), et ce, dans les quinze (15) jours de la signification de la présente décision;

Dans l'éventualité où l'Autorité se déclare satisfaite de la manière dont le représentant autonome Abdelkhalek El Hattab entend disposer de ses dossiers :

ORDONNER la remise des dossiers au nouvel acquéreur, à l'assureur ou au consommateur concerné, au plus tard **dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réponse de l'Autorité;**

Dans l'éventualité où l'Autorité ne se déclare pas satisfaite de la manière dont le représentant autonome Abdelkhalek El Hattab entend disposer de ses dossiers :

ORDONNER à Abdelkhalek El Hattab de remettre, **dans les trente (30) jours suivant la réponse de l'Autorité**, tous ses dossiers à la personne et l'endroit désignés par l'Autorité.

Et, par conséquent, que Abdelkhalek El Hattab :

Cesse d'exercer ses activités.

La décision prend effet immédiatement et est exécutoire malgré appel.

Fait le 20 janvier 2011.

M^e Yan Paquette
Directeur des OAR, de l'indemnisation et
des pratiques en matière de distribution

3.7.2 BDR

Les décisions prononcées par le Bureau de décision et de révision sont publiées à la section 2.2 du bulletin.

3.7.3 OAR

Veillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.

3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-0801

DATE : 22 février 2011

LE COMITÉ : M ^e François Folot	Président
M. Jacques Denis, A.V.A., Pl. Fin.	Membre
M ^{me} Marie Guédo, Pl. Fin.	Membre

M^e CAROLINE CHAMPAGNE, ès qualités de syndique de la Chambre de la sécurité financière

Partie plaignante

c.

M. MICHEL LALIBERTÉ (certificat 135432)

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

[1] Le 25 janvier 2011, aux locaux de la Commission municipale du Québec, située au 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, Québec, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière s'est réuni et a procédé à l'audition d'une plainte disciplinaire portée contre l'intimé ainsi libellée :

LA PLAINTÉ

«1. À Québec, le ou vers le 3 septembre 2008, l'intimé, **MICHEL LALIBERTÉ**, s'est approprié, pour ses fins personnelles, la somme de 30 000 \$ de son client, Comptabilité Jacques Pichette inc., dont l'actionnaire principal est Jacques Pichette, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 17 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (L.R.Q., c. D-9.2, r.1.01) et 6

CD00-0801

PAGE : 2

et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (L.R.Q., c. D-9.2, r.1.1.2);

2. À Québec, le ou vers le 10 février 2009, l'intimé, **MICHEL LALIBERTÉ**, s'est placé dans une situation de conflit d'intérêts, en empruntant la somme de 12 000 \$ de sa cliente, Denyse Martel, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, 18 et 19 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (L.R.Q., c. D-9.2, r.1.01) et 10 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (L.R.Q., c. D-9.2, r.1.1.2);

3. À Québec, le ou vers le 6 août 2009, l'intimé, **MICHEL LALIBERTÉ** s'est approprié, pour ses fins personnelles, la somme de 20 000 \$ de sa cliente, Odile Plante Martel, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 17 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (L.R.Q., c. D-9.2, r.1.01) et 6 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (L.R.Q., c. D-9.2, r.1.1.2);

4. À Québec, le ou vers le 25 août 2009, l'intimé, **MICHEL LALIBERTÉ**, s'est approprié, pour ses fins personnelles, la somme de 15 000 \$ de son client, Gilbert Vachon, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 17 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (L.R.Q., c. D-9.2, r.1.01) et 6 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (L.R.Q., c. D-9.2, r.1.1.2). »

[2] D'entrée de jeu, l'intimé qui avait déposé au dossier une « reconnaissance de culpabilité » écrite, confirma sa volonté d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité à l'égard de tous et chacun des quatre (4) chefs d'accusation mentionnés à la plainte.

[3] Après l'enregistrement dudit plaidoyer, les parties entreprirent de présenter au comité leurs preuve et représentations sur sanction.

[4] Alors que la plaignante se contenta de déposer une preuve documentaire cotée P-1 à P-18, l'intimé choisit de témoigner. Il ne déposa toutefois aucune preuve documentaire.

CD00-0801

PAGE : 3

[5] Par la suite, les parties avisèrent le comité qu'au plan de la sanction elles entendaient lui soumettre des recommandations « communes ».

REPRÉSENTATIONS DES PARTIES

[6] La plaignante débuta en référant aux pièces qu'elle venait de déposer, celles-ci étant essentiellement les mêmes que celles qu'elle avait produites au dossier lors de l'audition de la requête en radiation provisoire le 19 février 2010.

[7] Elle indiqua ensuite qu'à l'égard des chefs 1, 3 et 4, faisant état d'appropriations de fonds de l'ordre de 65 000 \$, elle suggérait la radiation permanente de l'intimé ainsi qu'une ordonnance de remboursement en faveur des trois (3) clients concernés.

[8] Relativement au chef 2, elle déclara solliciter la radiation temporaire de l'intimé pour une période de cinq (5) ans (à être purgée de façon concurrente) et ne pas rechercher une ordonnance de remboursement, la cliente en cause ayant été indemnisée.

[9] Relativement aux déboursés, elle mentionna, qu'exceptionnellement, elle se dispensait d'en réclamer le paiement par l'intimé.

[10] Elle indiqua enfin qu'elle suggérait la publication de la décision.

[11] À l'appui de la recommandation que soit ordonnée sous les chefs 1, 3 et 4 la radiation permanente de l'intimé, elle invoqua les décisions rendues par le comité dans les affaires *Baril*¹, *Sauriol*² et *Arsenault*³.

¹ *Chambre de la sécurité financière c. Pascal Baril*, CD00-0681, 5 janvier 2009.

² *Chambre de la sécurité financière c. René Sauriol*, CD00-0802, 29 octobre 2010.

³ *Chambre de la sécurité financière c. Jean-Eudes Arsenault*, CD00-0735, 26 janvier 2009.

CD00-0801

PAGE : 4

[12] Dans chacun des cas, les représentants reconnus coupables d'appropriation de fonds appartenant à leurs clients ont fait l'objet d'ordonnances de radiation permanente.

[13] À l'appui de la recommandation que soit ordonnée sous le chef 2 la radiation temporaire de l'intimé pour une période de cinq (5) ans, elle évoqua notamment la décision rendue par le comité dans l'affaire *Bergeron*⁴ où le représentant, reconnu coupable de ne pas avoir sauvegardé son indépendance et de s'être placé en situation de conflit d'intérêts, a fait l'objet d'une radiation temporaire de cinq (5) ans.

[14] Par ailleurs, elle reconnut que sa décision de ne pas réclamer de l'intimé le paiement des déboursés était inhabituelle mais justifia celle-ci en invoquant que ce dernier était actuellement sans emploi et malade, qu'il semblait courageusement manifester une volonté de « s'en sortir » et qu'elle préférerait le voir, lorsqu'il parviendrait à reprendre le travail, concentrer ses efforts au lourd fardeau de rembourser ses « victimes » plutôt qu'à l'acquittement des déboursés.

[15] Au plan des éléments aggravants au dossier, elle invoqua que l'intimé ne pouvait pas ignorer que les gestes qu'il posait étaient fautifs, qu'il a profité de la vulnérabilité des clients en cause ayant « ciblé » des gens qui connaissaient bien son père, et enfin que ceux-ci avaient été dépossédés au total de 65 000 \$.

[16] Elle signala ensuite que les sanctions imposées à l'intimé devaient être de nature à avoir un effet dissuasif à l'égard de représentants qui pourraient être tentés d'imiter sa conduite.

⁴ *Chambre de la sécurité financière c. Marc Bergeron*, CD00-0682, 21 février 2008.

CD00-0801

PAGE : 5

[17] Au plan des facteurs atténuants, elle mentionna le plaidoyer de culpabilité enregistré par l'intimé, son aveu des fautes qui lui étaient reprochées, son consentement à une ordonnance de radiation provisoire dès la présentation d'une requête à cet effet par la plaignante et son absence d'antécédent disciplinaire.

[18] Elle conclut en indiquant que les sanctions proposées constituaient une « recommandation conjointe » des parties.

[19] Par la suite, l'intimé qui se représentait lui-même, débuta ses représentations en confirmant son accord aux suggestions formulées par la plaignante.

[20] Il déclara ensuite qu'il était sans emploi et sans revenu, que son état de santé était fort précaire et que dans de telles circonstances il demandait au comité de lui éviter le paiement des déboursés.

[21] Il ajouta que comptable agréé de formation, il avait été « forcé » de démissionner de l'Ordre des comptables agréés du Québec (l'Ordre) après avoir fait cession de ses biens en septembre 2009.

[22] Il termina ses représentations en mentionnant qu'à la suite d'une plainte déposée contre lui par l'un des clients en cause dans le présent dossier, le syndic de l'Ordre avait amorcé une enquête sur sa conduite.

MOTIFS ET DISPOSITIF

[23] Selon ce qui a été représenté au comité, l'intimé a débuté dans le domaine de la distribution de produits d'assurance ou financiers, le ou vers le 1^{er} février 1999.

CD00-0801

PAGE : 6

[24] Il est âgé de 40 ans.

[25] Il a dû personnellement déclarer faillite en septembre 2009.

[26] Il a par la suite, soit à la mi-octobre 2009, cessé d'exercer à titre de représentant.

[27] À la même période, il a démissionné de l'Ordre des comptables agréés du Québec.

[28] Depuis lors il est sans emploi et n'a plus aucune source de revenu.

[29] À la fin octobre ou au début de novembre 2009, il a été hospitalisé pendant une période de deux (2) semaines. Il a alors été diagnostiqué comme souffrant de la maladie bipolaire (maniaco-dépressif).

[30] Il est depuis son hospitalisation traité en psychiatrie et médicamenté. Il n'a pu à ce jour reprendre le travail.

[31] Il est sous enquête par les autorités de l'Ordre des comptables agréés à la suite d'une plainte déposée contre lui par l'un des clients en cause dans le présent dossier.

[32] Il n'a aucun antécédent disciplinaire.

[33] Il a collaboré avec les autorités en consentant à la requête en radiation provisoire présentée par la plaignante.

[34] Il a avoué ses actes fautifs et reconnu sa culpabilité aux quatre (4) chefs d'accusation portés contre lui.

[35] Néanmoins il a posé des gestes d'une gravité objective incontestable.

CD00-0801

PAGE : 7

[36] Les chefs 1, 3 et 4 font chacun état d'appropriation de fonds qui est l'une des infractions les plus sérieuses qui puissent être reprochées à un représentant.

[37] Quant au chef 2, celui-ci lui reproche d'avoir fait défaut de sauvegarder son indépendance et de s'être placé en situation de conflit d'intérêts en persuadant sa cliente de lui consentir un prêt personnel.

[38] Ses fautes, qui témoignent d'un réel mépris à l'endroit des règles de la probité, vont au cœur de la profession et portent directement atteinte à l'image et à la réputation de celle-ci.

[39] L'intimé a abusé de la confiance que lui témoignaient ses clients. Il a subordonné les intérêts de ces derniers aux siens et leur a causé un préjudice important.

[40] Au plan des sanctions, les parties ont soumis au comité des recommandations « communes ».

[41] Après révision de leurs suggestions, le comité conclut qu'en l'espèce elles sont appropriées. Il ne voit pas de motif suffisant qui le justifierait de s'en écarter. Il suivra donc lesdites recommandations.

PAR CES MOTIFS, le comité de discipline :

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimé sous tous et chacun des quatre (4) chefs d'accusation contenus à la plainte;

CD00-0801

PAGE : 8

DÉCLARE l'intimé coupable de tous et chacun des quatre (4) chefs d'accusation contenus à la plainte;

ET, PROCÉDANT SUR SANCTION :

Sous le chef 1 :

ORDONNE la radiation permanente de l'intimé;

ET

ORDONNE à l'intimé de rembourser à Comptabilité Jacques Pichette inc. la somme de 30 000 \$ appartenant à cette dernière et dont il s'est approprié illégalement;

Sous le chef 3 :

ORDONNE la radiation permanente de l'intimé;

ET

ORDONNE à l'intimé de rembourser à Mme Odile Plante Martel la somme de 20 000 \$ appartenant à cette dernière et dont il s'est appropriée illégalement;

Sous le chef 4 :

ORDONNE la radiation permanente de l'intimé;

CD00-0801

PAGE : 9

ET

ORDONNE à l'intimé de rembourser à M. Gilbert Vachon la somme de 15 000 \$ appartenant à ce dernier et dont il s'est appropriée illégalement;

Sous le chef 2 :

ORDONNE la radiation temporaire de l'intimé pour une période de cinq (5) ans à être purgée de façon concurrente;

ORDONNE à la secrétaire du comité de discipline de faire publier un avis de la présente décision dans un journal où l'intimé a son domicile professionnel et dans tout autre lieu où il a exercé ou pourrait exercer sa profession conformément aux dispositions de l'article 156 (5) du *Code des professions*, L.R.Q. chap. C-26;

LE TOUT sans frais.

CD00-0801

PAGE : 10

(s) François Folot

M^e FRANÇOIS FOLOT
Président du comité de discipline

(s) Jacques Denis

M. JACQUES DENIS, A.V.A., Pl. Fin.
Membre du comité de discipline

(s) Marie Guédo

M^{me} MARIE GUÉDO, Pl. Fin.
Membre du comité de discipline

M^e Suzie Cloutier
BÉLANGER LONGTIN
Procureurs de la partie plaignante

L'intimé se représente lui-même.

Date d'audience : 25 janvier 2011

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

Aucune information.

3.7.3.3 OCRCVM

Aucune information.

3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.